

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MAPA 2025-438

Marché de prestation de Tierce Maintenance Applicative de GLPI de l'ARS Île-de-France

Sommaire

Article 1 : Objet du marché – Dispositions générales.....	3
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Procédure de consultation	3
1.3 Forme et nature.....	3
1.4 Election de domicile.....	3
Article 2 : documents contractuels.....	4
Article 3 : durée du marché	4
Article 4 : Modalités d'exécution et de suivi du marché	5
Article 5 : Prix	9
Article 6 : Pénalités de retard.....	10
Article 7 : Conditions générales de vente du Titulaire.....	10
Article 8 : clause de réexamen.....	10
Article 9 : marché successifs	11
Article 10 : Modalités de règlement, Avances et Acomptes.....	11
10.1 Demande de paiement.....	11
10.2 Paiement	12
10.3 Avance.....	12
10.4 Acompte.....	13
Article 11 Cession ou Nantissement.....	13
Article 12 : Résiliations et litiges.....	13
Article 13 : obligations fiscales et sociales et d'assurance	13
Article 14 : changement dans la situation du titulaire.....	14
Article 15 : sous-traitance.....	14
Article 16 : Dérogation au CCAG-TIC.....	14
Article 17 : Clause environnementale.....	14
Article 18 : label diversité de l'ARS-IDF	14

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le marché a pour objet la Tierce Maintenance Applicative de GLPI qui est un logiciel de gestion des services open source mutualisé pour toutes les activités support (Ressources humaines, logistique et informatique).

Cette consultation porte sur :

- La maintenance préventive
- La maintenance corrective
- La maintenance évolutive

1.2 Procédure de consultation

Le présent marché est passé sur le fondement d'une procédure MAPA en application des articles L 2120-1, L 2123-1, R 2123-1, R. 2123-4 du code de la commande publique.

Cette consultation est passée en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 relatifs aux accords-cadres et les articles R. 2162-13 à R. 2162-14 relatifs aux accords-cadres à bons de commande du code de la Commande publique.

Le présent marché est un marché à bons de commande sans montant minimum et un montant maximum, en valeur, prévu aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la Commande publique.

Montant maximum Annuel du marché : 30 000 HT soit 36 000 TTC

1.3 Forme et nature

Le marché n'est pas alloti car la dévolution par lots rendrait dans ces conditions, techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations au sens de l'article L2113-11 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26/11/2018.

1.4 Election de domicile

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au Titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur l'ATTRI 1.

En cas de modification de domicile élu, le Titulaire en avertit l'ARS IDF par lettre recommandée avec avis de réception postal.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'ATTRI 1 et son annexe financière
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du Titulaire du présent marché ;
- Les bons de commandes.
- Les avenants

L'original de ces documents conservé dans les archives de l'ARS Ile-de-France fait seul foi.

Portée des pièces du marché

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés entre l'ARS-IDF et le titulaire préalablement à la signature du marché.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables à l'ARS-IDF.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et exprès de l'ARS-IDF.

ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de la date de notification du marché.

Le marché pourra faire l'objet de trois reconductions tacites d'une durée d'un an chacune sans pouvoir excéder une durée totale de 48 mois.

Le marché peut être non reconduit par une lettre recommandée reçue un mois avant la date anniversaire du marché.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION ET DE SUIVI DU MARCHE

Le présent marché s'exécute par émission de bons de commande pour chacune des prestations pouvant être commandées.

Bons de commande

Les bons de commande sont émis sur la base du bordereau de prix conformément aux prescriptions décrites dans le CCTP.

Les délais d'exécution ou de livraison sont fixés dans chaque bon de commande.
Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date d'expiration du marché.

Les bons de commande comportent les mentions suivantes :

- le numéro du marché ;
- les Unités d'œuvre commandées ;
- le délai d'exécution ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- l'adresse de facturation ;
- ainsi que toutes précisions utiles à l'exécution de la commande.

La personne habilitée à signer les bons de commande est Monsieur le Directeur de l'ARS ILE-DE-FRANCE ou son représentant dûment habilité.

Les bons de commande sont émis par lettre simple, ou courriel.

Interlocuteurs

Le Titulaire et l'ARS IDF désignent un interlocuteur privilégié, ainsi qu'un interlocuteur remplaçant, dont ils se communiquent respectivement les coordonnées à la notification du présent marché.

Force majeure

Les parties ne pourront être tenues responsables pour un manquement à l'une des obligations mise à leur charge par le présent marché qui résulterait de la survenance d'un cas de force majeure, tels que ceux habituellement retenus par la Jurisprudence, sous réserve toutefois que la partie invoquant un tel cas notifie son existence à l'autre dès que possible, qu'elle fasse de son mieux pour en limiter les conséquences et enfin qu'elle reprenne l'exécution du marché après que ce cas de force majeure ait disparu.

Dans la mesure où un tel cas se poursuivrait pendant une durée supérieure à un (1) mois, les parties acceptent d'engager des discussions en vue de modifier les termes du présent marché afin d'en tenir compte. Si aucun accord n'était trouvé, le marché peut alors être résilié, sans indemnité de part et d'autre, par simple notification écrite.

Les prestations demandées sont détaillées dans le chapitre 4 du Cahier des Clauses Techniques et Particulières.

Démarrage d'une prestation

Cette étape doit permettre au Titulaire de présenter le cadrage et l'organisation de la prestation dans son ensemble et une mise au point des méthodes à mettre en œuvre pour la mener à bien. Dans cet objectif, une réunion formelle peut-être organisée entre le Titulaire et l'ARS ILE-DE-FRANCE.

Opérations de vérification

Le chapitre V du CCAG TIC s'applique.

Le responsable de l'exécution du marché de l'ARS IDF, procède aux vérifications et rédige l'attestation de service fait.

Les vérifications consistent à s'assurer que la prestation a bien été exécutée et que les documents et livrables remis répondent aux spécificités du marché.

Dans l'hypothèse où les prestations ne peuvent être admises en l'état, le titulaire doit procéder, dans les délais compatibles avec le calendrier, aux corrections requises et visées dans le CCTP.

Réversibilité

Il est fait application de l'article 42 du CCAG TIC

« Pendant la période de mise en œuvre de la réversibilité ou de la transférabilité, le titulaire arrivant à échéance fournit, selon le cas, à l'acheteur ou au nouveau titulaire, dans la mesure du besoin, un accès aux matériels et aux logiciels, sous réserve que cet accès n'affecte pas l'aptitude du titulaire prenant fin à fournir les services objet du marché. Le titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données et des applications qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations de la part du précédent titulaire en conformité avec les réglementations applicables. »

Cette prestation démarre à la notification du bon de commande correspondant et doit être exécutée dans les délais fixés par le titulaire dans son offre.

A titre indicatif, une durée de **10 jours ouvrée** de recouvrement avec l'équipe de remplacement est à privilégier.

Le plan de réversibilité sera à la charge du sortant si celui-ci n'est pas le même.

Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est responsable de toute dégradation volontaire, de quelque nature que ce soit, occasionné par ses agents.

La Personne Publique se réserve le droit d'exécuter elle-même ou de faire exécuter, au compte du Titulaire, la réparation des dommages causés.

Obligations de résultat du Titulaire

Le Titulaire du marché est tenu à une **obligation de résultat** dans le cadre du présent marché.

Pour la gestion de l'assistance et de la maintenance, le Titulaire met à disposition de l'ARS Île de France :

- Un point de contact Chef de projet
- Une assistance téléphonique non surtaxée
- Un outil de suivi de type ITSM

Obligation de l'ARS IDF

L'Agence Régionale de Santé Ile-de-France s'engage à fournir tous les moyens et à répondre à toutes les questions permettant de faciliter au titulaire l'exécution de ladite prestation.

Obligation de disponibilité de l'équipe du titulaire

Les périodes d'indisponibilité de l'équipe du titulaire devront être au préalable acceptées et validées par l'ARS ILE-DE-FRANCE. La continuité des prestations devra être assurée.

Contraintes sur la composition de l'équipe de réalisation

L'équipe devra à tout moment comporter une personne, ayant une bonne connaissance et expérience de l'outil GLPI et l'autorisation de contacter l'éditeur de la solution, au nom de l'ARS. En cas d'absence du chef de projet, un(e) remplaçant devra être désigné, avec un profil équivalent, qui fera l'objet d'une présentation et d'une acceptation par les équipes de l'ARS Île-de-France.

Obligation de confidentialité réciproque

Le Titulaire s'engage à ce que les informations qui lui sont communiquées à l'occasion de sa mission restent confidentielles et ne soient utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du Titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du Titulaire.

En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le Titulaire cesse toute exploitation active des informations de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers de ce dernier.

L'Agence Régionale de Santé Ile-de-France s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le Titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Traitement de données à caractère personnel

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est susceptible d'accéder, de traiter et de stocker des données à caractère personnel, conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) ainsi qu'à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

1. Qualité des parties

Dans le cadre du présent marché :

- Le Pouvoir Adjudicateur est responsable du traitement des données à caractère personnel.
- Le Titulaire agit en tant que sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD.

2. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes :

- Traitement des données uniquement sur instruction du Pouvoir Adjudicateur, y compris en ce qui concerne les transferts de données hors de l'Union européenne.
- Confidentialité et sécurité des données : mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir un niveau de sécurité adapté aux risques, conformément à l'article 32 du RGPD.
- Limitation de l'accès aux données aux seules personnes habilitées et ayant besoin d'en connaître dans le cadre de l'exécution du marché.
- Assistance du Pouvoir Adjudicateur : coopérer avec le Pouvoir Adjudicateur pour l'aider à respecter ses obligations en matière de protection des données (notamment en cas d'exercice des droits des personnes concernées).
- Notification des violations de données : informer sans délai le Pouvoir Adjudicateur en cas de violation de données à caractère personnel, conformément à l'article 33 du RGPD.
- Retour ou destruction des données : à l'issue du contrat, supprimer ou restituer toutes les données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché, sauf obligation légale de conservation.
- Tenue d'un registre des traitements réalisés dans le cadre du marché et mise à disposition des audits et contrôles demandés par le Pouvoir Adjudicateur.

3. Sous-traitance ultérieure

Le Titulaire ne peut faire appel à un autre sous-traitant (sous-traitance en cascade) pour l'exécution du marché impliquant des traitements de données à caractère personnel sans l'autorisation écrite préalable du Pouvoir Adjudicateur. En cas d'autorisation, le Titulaire s'assure que le sous-traitant respecte les mêmes obligations que celles énoncées dans le présent article.

4. Transfert des données hors de l'Union européenne

Le Titulaire s'engage à ne pas transférer de données personnelles hors de l'Union européenne sans accord préalable du Pouvoir Adjudicateur et sans mise en œuvre des garanties adéquates prévues par le RGPD.

• 5. Sanctions

Tout manquement aux obligations de protection des données pourra être considéré comme un manquement contractuel grave, pouvant entraîner la résiliation du marché aux torts du Titulaire et l'application des pénalités prévues.

Logiciels

D'une façon générale, le titulaire est responsable de l'usage par ses personnels des logiciels et des informations utilisées pour la réalisation des prestations dues à l'ARS ILE-DE-FRANCE au titre du présent marché et notamment :

- Dans le respect du code de la propriété intellectuelle : le résultat de l'ensemble des prestations est propriété de l'ARS IDF.
- Dans le respect du secret de la vie privée et dans une plus large mesure, sur les informations nominatives,
- Dans le respect du secret en matière commercial et industriel,

Communication téléphonique

Les équipes présentent dans les locaux de l'ARS ILE-DE-FRANCE pourront utiliser les supports de communication mis à leur disposition uniquement dans le cadre de la réalisation de leur mission (Web, conférence Web, Visio conférence, téléphone...). Hors des locaux de l'ARS ILE-DE-FRANCE, l'ensemble des communications sont à la charge du titulaire.

Déplacements

Aucun frais de déplacement ne sera pris en charge par l'ARS. Les frais de déplacements seront compris dans les prix des UO.

Langue

Les correspondances et tous documents relatifs au marché sont rédigés en Français.

Propriété intellectuelle :

Le Titulaire est tenu de fournir à l'ARS IDF tous les éléments, y compris les éventuels codes sources pour ce qui concerne les évolutions et les développements de l'outil GLPI, permettant l'exercice des droits prévus par le CCAG-TIC notamment dans la perspective d'une mise en concurrence ou d'une internalisation des compétences

ARTICLE 5 : PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance et au transport entre les lieux désignés ci-dessus, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Les prix sont fermes la première année.

Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre.

CLAUSE BUTOIR –

Le PA se réserve la possibilité de ne pas accepter la révision si celle-ci conduit à une hausse des prix supérieure à 3 % sur la période concernée.

Clause de révision

Les prix pourront être révisés à la date anniversaire du marché, à la hausse comme à la baisse, en fonction de l'évolution de l'Indice Syntec, publié à l'INSEE

L'indice de référence est le dernier connu à la date d'entrée en vigueur du marché.

L'indice actualisé est celui qui est connu à la date anniversaire du marché.

Le rapport entre l'indice actualisé et l'indice de référence (indice actualisé / Indice de référence) constitue le pourcentage de révision de prix pour la première année.

Pour les années suivantes, l'indice actualisé de l'année N devient l'indice de référence pour la révision des prix à la date anniversaire N+1.

ARTICLE 6 : PENALITES DE RETARD

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20.4 du CCAG TIC.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * \text{Nombre ticket} / 200$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité
- V = la valeur de l'UO sur laquelle est calculée la pénalité.

Cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA

Nombre ticket = le nombre de tickets en dépassement du délai de prise en compte

ARTICLE 7 : CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU TITULAIRE

Les conditions générales de vente du Titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

ARTICLE 8 : CLAUSE DE REEXAMEN

Toute partie est tenue d'exécuter ses obligations contractuelles même si les circonstances en rendent l'exécution plus onéreuse qu'on aurait raisonnablement pu le prévoir au moment de la conclusion du contrat.

Le niveau des prestations peut être réexaminé pendant la durée du marché et pourra faire l'objet d'un avenant après accord des parties.

ARTICLE 9 : MARCHE SUCCESSIFS

Conformément aux articles R. 2122-4, R. 2122-7 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la Commande publique, l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France envisage la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la passation de marchés complémentaires et la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT, AVANCES ET ACOMPTES

10.1 Demande de paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la Comptabilité Publique.

Toutes les prestations du présent marché sont payées sur présentation des factures après attestation du service fait par la Direction métier.

Le Titulaire envoie à l'attention du service facturier de l'agence comptable de l'ARS ILE- DE-FRANCE une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations.

Les factures sont libellées en Euros, le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par la personne Publique. Cette dernière peut rectifier la facture en fonction des avances, pénalités et autres.

Les factures afférentes au paiement sont établies en un (1) original et deux (2) copies et adressées à :

ARS Ile-de-France –
Service facturier

13 rue du Landy
93200 SAINT-DENIS

Outre les mentions légales, la facture datée porte les indications suivantes :

La référence du marché et du bon de commande

Mentions obligatoires d'identification :

nom ou raison sociale du créancier ;

référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers ;

N° SIREN ou de SIRET le cas échéant.

- Domiciliation :

- mention, claire et lisible, de la domiciliation du fournisseur dans le corps de la facture,

les références de compte bancaire ou postal complet (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

Eléments concernant la prestation facturée :

le montant HT des sommes dues, avec le détail et la nature des prestations ;

le taux et le montant de TVA ;

le montant total TTC arrêté en chiffres et en lettres.

Emission des factures électroniques sur Chorus pro :

Les factures sont déposées sur le portail Chorus pro : <https://chorus-pro.gouv.fr> en renseignant les références suivantes :

- Le SIRET de l'ARS IDF : 130 008 014 00149
- Le code CRB et le n° d'Engagement (se rapprocher de votre interlocuteur auprès de l'ARS IDF)

10.2 Paiement

L'ARS-IDF se libère des sommes dues au titre du marché par mandats administratifs et virements du comptable assignataire indiqué dans l'ATTRI 1, au compte désigné par le titulaire.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la Commande publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le défaut de paiement dans un délai de 30 jours, donne lieu de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Directeur de l'ARS-IDF ou son représentant.

Le comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable de l'ARS-IDF. Le règlement des prestations s'effectuera sur le budget de l'ARS-IDF.

10.3 Avance

Conformément aux dispositions des articles R 2191-2 à R 2191-19 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la Commande publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 %.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

10.4 Acompte

Conformément aux articles R. 2191-20 et R. 2191-22 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la Commande publique, le Titulaire peut demander le versement d'acomptes.

Le montant de l'acompte demandé ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-20 et R. 2191-26 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire, les acomptes n'ont pas le caractère de paiements non susceptibles d'être remis en cause.

ARTICLE 11 CESSION OU NANTISSEMENT

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions prévues dans l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la Commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le Titulaire.

ARTICLE 12 : RESILIATIONS ET LITIGES

Résiliation

Les conditions, les modalités et les effets de la résiliation sont ceux prévus par le CCAG-TIC. Il est fait aussi application de l'article 50 du CCAG TIC relatif à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.

Règlement des Litiges

Il est possible de faire appel au Comité Consultatif de Règlement Amiable pour résoudre les éventuels litiges pouvant survenir au cours de l'exécution du présent marché conformément au Décret n°2018-1075 du 03 /12/ 2018 relatif aux marchés publics.

Les litiges qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent du Tribunal Administratif de Paris. En cas de litige, la loi française est seule applicable

ARTICLE 13 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES ET D'ASSURANCE

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail. (Formulaire NOTI 1 et les justificatifs qui y sont réclamés).

Dans le cadre de son activité objet du présent marché, le Titulaire justifie de la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, susceptible d'être engagée pour les dommages corporels et matériels et/ou immatériels. Il s'engage à communiquer une attestation d'assurance en cours de validité sur toute demande faite par les services de l'ARS IDF, par lettre recommandée avec accusé de réception ou en cas de modification des conditions de sa police.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés comptés à partir de la réception de la demande, le marché pourra être résilié.

ARTICLE 14 : CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à informer l'ARS IDF sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc..) de nature à affecter l'exécution du présent marché.

En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le Titulaire à l'ARS IDF.

Afin d'assurer la bonne exécution administrative du marché, la notification de ces modifications doit être accompagnée des pièces justificatives correspondantes (extrait K-bis, publication dans un journal d'annonces légales, RIB ...).

LE TITULAIRE NE POURRA CEDER, PARTIELLEMENT OU TOTALEMENT, LE PRESENT MARCHE SANS AVOIR, AU PREALABLE, OBTENU L'ACCORD ECRIT DE L'ARS IDF.

ARTICLE 15 : SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est admise conformément aux dispositions prévues dans l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la Commande publique.

ARTICLE 16 : DEROGATION AU CCAG-TIC

Les pénalités citées à l'article 6 du CCAP dérogent à l'article 14 du CCAG-TIC.
L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC.

ARTICLE 17 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'ARSIF apporte une attention toute particulière au développement durable et invite le titulaire à prendre en compte cette dimension dans l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

ARTICLE 18 : LABEL DIVERSITE DE L'ARS-IDF

L'ARS-IDF déploie une politique égalité professionnelle et diversité. Engagée dans une démarche de labélisation depuis 2012, un accord a été signé avec l'ensemble des organisations syndicales. Il définit les engagements de la direction générale en matière de prévention des discriminations et traduit par des actions concrètes les axes de la politique énoncée.

Par cette démarche, l'agence s'engage à tous les niveaux de process RH, tant en matière de recrutement que de formation de prévenir toutes les formes de discriminations. Elle informe également dans le cadre de sa politique d'achat ses fournisseurs de son engagement diversité. A ce titre l'agence régionale de santé d'Ile-de-France a obtenu le label diversité, en juillet 2012 sous l'égide des ministères sociaux. Depuis l'agence continue de se mobiliser pour assurer l'égalité professionnelle, la lutte contre les discriminations et la diversité, dans une logique d'amélioration continue.